

diagonale Les économies flamandes menacent le néerlandais comme deuxième langue à Bruxelles

Le mot d'ordre flamand de l'équilibre budgétaire frappe tous les secteurs de la société. Le monde culturel notamment, on l'a écrit ici, est en ébullition. Tous ces artistes et ces compagnies que les responsables flamands encensent pour avoir placé leur région sur la carte mondiale - les Tuymans, Vandekeybus, Cherkaoui, Fabre, les Ballets C de la B d'Alain Platel, le Kunstenfestival-desarts, Rosas - eux et tant d'autres créateurs, les meilleurs ambassadeurs du Plat Pays à l'étranger, sont désormais priés de faire ceinture, de mettre leurs productions en sourdine, leurs projets en veilleuse. Au nom de la sacro-sainte orthodoxie budgétaire. « *Tout le monde est invité à fournir des efforts* » admet le premier ministre-président nationaliste de l'Histoire flamande, le N-VA Geert Bourgeois. « *Je m'ex-*

cuse mais nous n'avons pas d'autre choix », justifie le VLD Sven Gatz, ministre de la Culture. Les économies se nichent partout, même dans les recoins les plus improbables. Prenez les 22 centres communautaires à Bruxelles, dépendant de la communauté flamande (VGC) : elles proposent des activités culturelles, sportives et sociales. Mais elles assurent aussi un enseignement du néerlandais, le fameux NT2 (pour Nederlands Tweede taal). Des centaines de non-néerlandophones bruxellois se pressent chaque année dans ces lieux, autour de ces tables de conversation, pour y apprendre gratuitement la langue de Vondel. Dans le récent accord du gouvernement flamand, les trois partis au pouvoir (soit la future suédoise bientôt au pouvoir fédéral, sans le MR) insistent pour-

tant sur la stimulation de la connaissance et de l'utilisation du néerlandais dans la capitale : « *notre but est de parvenir à un véritable bilinguisme à Bruxelles* ». Et les responsables du gouvernement flamand de critiquer « *la situation linguistique intolérable à Bruxelles* » dont sont victimes de nombreux citoyens flamands dans les hôpitaux, les services de polices, d'incendie et d'autres institutions bruxelloises.

Le gouvernement Bourgeois va pourtant sabrer dans les budgets d'enseignement du néerlandais à Bruxelles, dans ces cours qui sont de plus en plus fréquentés chaque année. Tant par des cadres européens que par les membres de la communauté marocaine et d'Afrique centrale, motivés par l'espoir de décrocher un job et par la volonté de s'intégrer.

Les nouveaux responsables politiques au pouvoir en Flandre, pourtant dominés par la N-VA, abandonneraient-ils leur rêve de voir le néerlandais de plus en plus pratiqué à Bruxelles pour des raisons exclusivement comptables ?

L'obsession budgétaire n'explique pas tout. Certains observateurs y voient déjà une preuve supplémentaire de l'abandon programmé de Bruxelles par les nationalistes flamands et d'autres seraient déjà séduits par l'idée de replier leur capitale sur la Métropole anversoise. En attendant, le boulier compteur des comptables flamands s'apprête à faire d'autres victimes : tous ceux qui, dans la capitale, étaient prêts à déployer leurs efforts pour mieux cohabiter avec la minorité flamande de Bruxelles. ■

DIRK VANOVERBEKE